

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin](#)[Registre de copies de lettres envoyées_CNAM FG 15 \(12\)](#)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin à Émile Godin, 26 mai 1872](#)

Jean-Baptiste André Godin à Émile Godin, 26 mai 1872

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

4 Fichier(s)

Informations sur le document source

Cote FG 15 (12)

Collation 4 p. (139v, 140r, 141v, 142r)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Émile Godin, 26 mai 1872, Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 13/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/45975>

Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [26 mai 1872](#)

Lieu de rédaction 22, rue des Réservoirs, Versailles (Yvelines)

Destinataire [Godin, Émile \(1840-1888\)](#)

Lieu de destination Guise (Aisne)

Scripteur / Scriptrice [Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

Description

Résumé Godin demande à son fils Émile de réunir la commission des délégués aux réclamations à propos d'un abus d'autorité commis par Mathieux sur Druard. Il indique que Druard doit être maintenu et qu'Émile peut informer Denisart de la décision. Sur l'affaire de Rémoulu blessé par Carlier père et les amendes infligées aux ouvriers par les employés et décidées par la commission administrative ou la caisse de secours. Sur des augmentations de salaire à attribuer aux ouvriers Point, Notret, Mismaque fils, Dirson, Duval, Jas[??], Conte-Cronier, Cronier, Serrat ; Godin préconise d'organiser des élections et un concours pour évaluer les augmentations de salaires à accorder aux employés inférieurs. Dans le post-scriptum, il signale à son fils qu'il joint à sa lettre une adresse à la commission administrative à remettre au président de celle-ci pour qu'il en fasse lecture à l'occasion de la prochaine réunion.

Support Deux passages du texte de la lettre (fol. 139v et 142r) sont soulignés au crayon rouge ou au crayon bleu ; le deuxième est repéré dans la marge du folio par des traits au crayon bleu.

Mots-clés

[Conflit](#), [Élections](#), [Familistère](#), [Finances d'entreprise](#), [Fonderies et manufactures "Godin"](#), [Travailleurs et travailleuses](#)

Personnes citées

- [Carlier \[monsieur\]](#)
- [Conte-Cronier \[monsieur\]](#)
- [Denisart, Alfred](#)
- [Dirson \[monsieur\]](#)
- [Druard \[monsieur\]](#)
- [Duval \[monsieur\]](#)
- [Loisy \[monsieur\]](#)
- [Mathieux \[monsieur\]](#)
- [Mismaque fils \[monsieur\]](#)
- [Notret \[monsieur\]](#)
- [Point \[monsieur\]](#)
- [Rémoulu \[monsieur\]](#)
- [Serrat](#)

Lieux cités [Lesquielles-Saint-Germain \(Aisne\)](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 28/02/2023

Dernière modification le 18/09/2023

Versailles 26 Mai 78.

Mon cher Emile

Je crois que tu ferais bien de
réviser la commission des délégués
des réclamations et de lui dire
à son tour que ce que Mathieu
a fait concernant Druard est un
abus d'autorité que rien n'autorise.
Il faut que M. le Président du
Comité comme tous les autres
s'habituent à respecter ce que
le suffrage universel a fait, que
si quelqu'un peut se tromper
l'œuvre du suffrage c'est le suf-
frage lui-même. Druard doit
donc être maintenu jusqu'à ce
que de nouvelles élections aient
lieu. Tu pourras faire part
à M. Demiaet de cette décision
car il n'en parle dans une lettre.

L'affaire de Beiroulu blessé
par Cartier père doit être
résolue de cette façon :

Les employés ont faculté
d'imposer des amendes aux
membres, la commission de la
caisse de secours a le droit de
modifier ces amendes par
conséquent de les diminuer, ou
de les augmenter et même de
les annuler. La conséquence
démocratique de cette mesure
c'est qu'il serait souveraine-
ment maladroit de ne pas
accueillir une proposition
d'amende faite par la commis-
sion elle-même. Or y a plus
la fite de lesquelles pourvus
donnés lieu à des réclamations
au sujet des amendes si demand
que la commission de la caisse
de secours soit simplement et
puerement appelée à en délibérer.

et qu'on fasse ce qu'elle
décidera.

J'ai fait remarquer à ce propos
à M. Loisy que dans des circons-
tances semblables lorsqu'il
s'agit d'imposer des amendes gé-
nérales pour un cas particulier,
il paraît très adroit de faire
décider à l'avance la question
par la commission de la caisse
de secours. De cette façon les
amendes seraient acceptées sans
mot dire et l'on ne reviendrait
plus sur les décisions prises.

Dans les augmentations qui m'ont
été proposées, je crois que tu ferais
bien d'accorder les suivantes, et
d'en faire passer toi-même aux
intéressés :

Cinq commandes Point	13 ⁵⁰	per mois
Un village Noët.	150	"
Sonderie Nismague fils	125	"
Draperie Dureau	125	"
Bureau Dural	100	"
" Yvon	100	"
" Conté Chénier	100	"

au Familistère il y aurait lieu
d'encourager Crozier en le mettant
à 90 francs par mois.

M. Denisot me propose de mettre
l'écrit à 100 fr. et si me demandant
si réellement il vaut plus que l'autre.
Quant aux autres augmentations,
je voudrais dès à présent qu'elles
soient le résultat indiqué par les
élections et même temps que par
un concours. (réfutation de cet emploi?)

Car il est probable que si l'on
organise un concours pour détermi-
ner la capacité parmi les employés
inférieurs qu'on trouverait de grandes
différences entre le savoir des uns et
les autres. Il y aurait alors justice
de les payer pour leur capacité, au
même temps que pour le travail qu'ils
font.

à toi de tout cœur

Godin

P.S. Je te remets ci-jointes ces lettres
à la commission administrative. Tu les
remettras au Président pour qu'il en
fasse l'usage à la prochaine réunion.
à moi et que la m. l. l'ait lui-même.